

---

## Oublier l'ennemi, retrouver l'allié. L'attitude de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne après la première et la seconde guerre mondiale

Federico Niglia

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7390>

DOI : 10.4000/cdlm.7390

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 53-67

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Federico Niglia, « Oublier l'ennemi, retrouver l'allié. L'attitude de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne après la première et la seconde guerre mondiale », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 88 | 2014, mis en ligne le 03 décembre 2014, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7390> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7390>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# Oublier l'ennemi, retrouver l'allié. L'attitude de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne après la première et la seconde guerre mondiale

Federico Niglia

---

## La rupture du lien historique entre Italie et Allemagne

- 1 Depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la première guerre mondiale, de nombreux cercles culturels italiens et allemands partagent la conviction que l'Italie et l'Allemagne ont un destin national parallèle et commun. Ces deux nations sont le produit de processus d'unification relativement tardifs, surtout si on les compare aux cas français et britannique. Au travers de cette mise en valeur d'une chronologie commune, ces cercles entendent promouvoir des idées et valeurs nouvelles. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le renouvellement de la politique européenne passe essentiellement par Paris et Londres. Au cours de la période suivante, c'est le *Risorgimento* italien ainsi que les mouvements culturels et politiques du monde allemand qui apparaissent comme porteurs de renouveau.
- 2 Les auteurs italiens s'interrogent souvent et de façon critique, et ce dès l'entre-deux-guerres, à propos de la réalité d'une convergence entre l'histoire de l'Italie et celle de l'Allemagne. À cet égard, il convient de citer les travaux de Delio Cantimori<sup>1</sup>, d'Ernesto Sestan<sup>2</sup> et de Gioacchino Volpe<sup>3</sup>. Mais d'un autre côté la partie la plus instruite de l'opinion publique exprime fréquemment une orientation favorable à l'Allemagne alors que celle-ci est en train de s'affirmer comme une puissance nouvelle et dominante en Europe.
- 3 De 1880 à la première guerre mondiale, la sympathie vis-à-vis de l'Allemagne se renforce au travers des canaux politiques, économiques et commerciaux mais également culturels. Ce lien italo-allemand s'impose comme une forme de contrepoint

à l'hostilité entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie : il permet de garantir la cohabitation au sein de la Triplice pendant trois décennies.

- 4 Ce chapitre de l'histoire de l'Italie se conclut en 1915. Le rôle de l'Italie au sein de la Triplice est souvent décortiqué pour détailler, voire relativiser, l'action de Rome au sein de l'alliance. On retrouve cette orientation chez le grand historien Gaetano Salvemini : c'est lui qui définit dans plusieurs de ses travaux la Triplice comme une alliance « négative » dont la fonction se serait limitée à éviter aussi bien une attaque autrichienne vis-à-vis du jeune royaume italien qu'une reprise de la question romaine, autant de menaces potentielles contre l'unité de l'Italie. En contrepartie, l'Italie aurait suspendu ses revendications vis-à-vis des terres irrédentes afin de stabiliser l'acquis de l'unification<sup>4</sup>.
- 5 Dans un volume très intéressant publié il y a une dizaine d'années, l'historien expert des rapports italo-allemands Gian Enrico Rusconi cherche à dépasser cette représentation simplificatrice d'une Triplice comme simple accord négatif qui sacrifie l'achèvement de l'unité nationale, alors qu'il s'agit d'un objectif prioritaire de la politique étrangère italienne depuis l'unification<sup>5</sup>. Dans ses travaux à propos de l'intervention de l'Italie dans la première guerre mondiale, Rusconi met l'accent sur la rapidité avec laquelle l'Italie décide d'abandonner la « vieille » alliance pour entrer en guerre aux côtés de l'Entente. L'historien met en exergue le caractère hasardeux de la décision qui se débarrasse du parcours commun italo-allemand. De nombreux auteurs ont en effet souligné la forte syntonie culturelle mais également politique et économique entre celles qu'Helmut Plessner définit comme les deux *verspätete Nationen* (nations tardives) d'Europe<sup>6</sup>.
- 6 Dans un ouvrage publié en 2012, je soutiens la thèse que les considérations de type politico-stratégiques ont pris le pas sur les réflexions culturelles et idéelles pendant la période mouvementée d'octobre 1914 à mai 1915<sup>7</sup>. Il est pourtant indéniable que l'intervention aux côtés des alliés résulte d'une longue préparation politique mais surtout culturelle. Au sein du monde complexe du nationalisme italien, le phénomène que Walter Benjamin définit comme le processus « d'esthétisation de la vie politique »<sup>8</sup> se traduit alors par une tendance interventionniste. Dans ces circonstances, beaucoup remettent en cause le lien avec l'Allemagne, alors montrée du doigt et accusée d'être la cause principale de l'immobilisme et de l'état de déliquescence de l'Italie. Ceci étant dit, il faut également rappeler qu'une partie importante de la bourgeoisie italienne considère l'Allemagne comme une puissance, modèle de croissance et d'ordre social. Le *Modell Deutschland*, qui a inspiré la période giolittienne, continue à représenter l'étoile polaire d'une grande partie du monde académique comme de la bureaucratie, et enregistre de nombreux soutiens au sein de la classe politique.
- 7 Il est hors de notre propos de mesurer les effets de la signature du pacte de Londres<sup>9</sup> sur la qualité et l'intensité des interactions entre Italie et Allemagne. Nous pouvons cependant avancer que la décision de l'Italie de prendre part à l'Entente la place dans une position d'opposition « naturelle » à l'Allemagne. Ce faisant, l'Italie intériorise une stratégie de repositionnement du monde allemand et s'emploie à garantir la défense de ce nouvel équilibre<sup>10</sup>. La classe politique, y compris le gouvernement italien, semble au départ hésitante face à cette action qui dépasse le cadre d'une guerre contre l'Autriche-Hongrie pour la conquête des territoires italiens encore en sa possession (le Trentin et la Vénétie-Julienne). L'Italie tente de limiter son intervention mais elle est rapidement entraînée par le jeu des alliances dans la guerre contre l'Allemagne et contre

l'ensemble du monde allemand : la déclaration de guerre à l'Allemagne d'août 1916 ainsi que la participation successive à la conférence de paix de Paris parachèvent ce glissement de l'Italie dans la coalition qui cherche ensuite à limiter toute renaissance allemande.

- 8 Le choix de l'Italie de se positionner contre l'Allemagne pendant la guerre apparaît ambivalent. Une partie du pays s'affirme nettement et de façon irrévocable contre l'ancien allié, en mettant notamment en œuvre une politique de diabolisation du monde allemand. Mais il faut souligner qu'une partie non négligeable de l'opinion publique se refuse alors à inclure l'Allemagne dans la guerre idéologique en cours. De nombreux intellectuels, auxquels il faut ajouter des représentants de l'économie et de la politique, semblent alors persuadés que la survivance d'une Allemagne forte et puissante en Europe peut être d'une grande utilité pour l'Italie<sup>11</sup>.
- 9 Ces positions ambivalentes caractérisent l'attitude italienne vis-à-vis de l'Allemagne tout au long du xx<sup>e</sup> siècle. Deux guerres divisent les deux nations mais une tentative douloureuse de retrouver l'accord gâché par les combats se met à chaque fois en place. Dans chacun des cas, les Italiens vont se rapprocher du monde allemand par nécessité politique. Les processus de rapprochement lancés en 1919 et en 1945 sont cependant pétris de contradictions. L'objet de cet article est d'illustrer comment, à la suite des deux guerres mondiales, les choix politiques de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne apparaissent relativement déconnectés par rapport aux orientations culturelles. Cette dissonance entre la dimension culturelle et la dimension politique ne permet pas d'évacuer les scories du passé et favorise la survie d'une série de stéréotypes qui constituent en dernier ressort les prémisses structurelles des rapports que l'Italie entretient avec le monde allemand jusqu'à nos jours.

## De Giolitti à Mussolini : la réélaboration manquée de l'entente italo-allemande

- 10 À la suite de la première guerre mondiale, les États européens se divisent en deux camps bien définis : d'un côté ceux qui veulent préserver l'équilibre de Versailles, de l'autre ceux qui, bien qu'à des degrés divers, souhaitent sa révision. L'Italie se positionne de façon nette dans le premier groupe, même si on note parfois l'ambivalence de certains membres de sa classe dirigeante.
- 11 Les travaux de Maddalena Guiotto montrent que les rapports italo-allemands dans l'après première guerre mondiale se structurent essentiellement autour de trois questions : le rapprochement économique, la question du Sud du Tyrol et celle de l'*Anschluss* entre la république autrichienne et la république allemande<sup>12</sup>. En ce qui concerne le rapprochement économique, la classe dirigeante italienne apparaît comme particulièrement désireuse de rétablir le plus rapidement possible les rapports avec le monde germanique. En suivant l'optique italienne, l'Allemagne aurait dû servir à rééquilibrer les relations économiques, mais également politiques, entre les pays européens. Cette thèse est soutenue par Francesco Saverio Nitti qui est non seulement un responsable gouvernemental (il est président du Conseil de juin 1919 à juin 1920) mais également un intellectuel qui conserve sa lucidité dans ce moment tourmenté. On peut citer son entretien du 12 juin 1921 avec Harry Kessler, le célèbre écrivain et diplomate anglo-allemand :

[Nitti] me donna l'impression de s'adresser à moi avec franchise : la France, dit-il, ne veut pas la réparation mais plutôt la désorganisation de l'Allemagne, de peur d'un nouveau renforcement militaire de la part d'une Allemagne réunifiée [...]. Il avait refusé d'adhérer à une alliance avec la France : l'Italie n'a pas d'alliance avec la France, elle veut rester libre. L'Allemagne seule pouvait, d'après lui, sauver l'Europe ; si l'Allemagne était poussée à la ruine, c'est toute l'Europe qui suivrait. En fin de compte l'Allemagne était encore aujourd'hui beaucoup plus forte que la France. [...] Nitti critiqua de façon sévère la politique étrangère de Sforza et Orlando. Orlando avait bradé les intérêts italiens pour une paire de pauvres îlots dans l'Adriatique. Et Sforza s'immisçait entre la France et l'Angleterre au lieu de chercher à jouer les médiateurs entre l'ensemble de l'Entente et l'Allemagne. Mais lui, Nitti, serait bientôt revenu aux affaires<sup>13</sup>.

- 12 Cette citation est représentative de la façon de penser des intellectuels de l'Italie giolittienne qui considèrent le monde allemand comme une référence. Parmi ceux-ci il faut se souvenir que Benedetto Croce, même au plus fort de l'adversité, rappelle toujours l'importance de l'apport de la culture allemande à l'Europe<sup>14</sup>.
- 13 Les problématiques liées à l'Autriche contribuent également à l'attitude italienne vis-à-vis du monde allemand au sens large. La position italienne à cet égard est extrêmement claire. L'objectif à long terme est de sécuriser la frontière du Brenner. Cet objectif semble pouvoir être atteint en rattachant le Sud du Tyrol à l'Italie et en assurant l'indépendance de l'État autrichien. La défense de l'indépendance autrichienne s'inscrit également dans un plus vaste dessein relatif à l'équilibre de l'Europe : pour l'Italie, il faut empêcher l'*Anschluss* pour museler le révisionnisme allemand. En termes géopolitiques, les Italiens craignent qu'une union entre l'Autriche et l'Allemagne projette la grande Allemagne vers le Sud, en verrouillant l'accès aux Balkans et en faisant peser une menace sur l'italianité du Haut Adige. Ainsi, c'est dans le cadre de ces attitudes contradictoires que l'Italie cherche à rétablir les rapports avec l'Allemagne après la première guerre mondiale. Une étape est franchie, ces rapports ne redeviendront jamais ce qu'ils étaient dans l'avant-guerre.
- 14 L'Italie adopte une position de principe contraire au projet de vexation de l'Allemagne mis au point pendant les négociations du traité de paix de Versailles. Le représentant de l'Italie, Vittorio Emanuele Orlando, s'oppose à la tenue d'un procès de Guillaume II pour crimes de guerre. C'est ensuite Luigi Luzzatti, président de la commission parlementaire pour l'examen du traité de Versailles, qui soutient la nécessité de mettre en place un régime de tutelle de l'autonomie de la population allemande du Haut Adige<sup>15</sup>.
- 15 Le fascisme et Mussolini héritent de cette vision. Dans la seconde moitié des années trente, Mussolini est cependant confronté à un contexte profondément différent par rapport à celui des années vingt, avec l'explosion de forces nouvelles. Il finit par renverser la politique d'alliance de l'Italie libérale car il est convaincu que l'alliance avec l'Allemagne représente l'unique garantie possible pour l'Italie dans le cadre européen. Malgré ce revirement apparent, il ne va en aucune manière repenser les rapports de fond entre Italiens et Allemands. Le *Duce* s'emploie plutôt à développer sur de nouvelles bases les affinités électives et politiques entre l'Italie et l'Allemagne, sans toucher à l'héritage de la guerre. Un mécanisme paradoxal se met en place, celui d'une amitié renouvelée avec tant d'insistance qu'elle pousse sous le tapis la poussière de l'Histoire. Le bagage de stéréotypes se retrouve donc intact lors de la seconde fracture, celle de 1943, et participe à la représentation d'un *continuum* négatif qui s'accumule et

constitue, après la fin de la seconde guerre mondiale, une scorie particulièrement difficile à éliminer.

- 16 Depuis plusieurs années de nombreux travaux soulignent la méfiance de Benito Mussolini vis-à-vis de l'Allemagne, une méfiance qui remonte à sa période de formation et qui l'accompagne dans l'exercice du pouvoir même lorsque les deux nations s'allient. Les considérations personnelles du *Duce* semblent devoir céder le pas aux impératifs politiques. La formation de Benito Mussolini est largement influencée par le modèle français et cette culture constitue un substrat idéologique qui accompagne son action même pendant les années de convergence politique entre Rome et Berlin. Cet aspect « révolutionnaire » est particulièrement bien décrit dans la première partie de la biographie que Renzo De Felice consacre à Mussolini : l'auteur montre comment le futur dictateur absorbe une série de références françaises, en soulignant en particulier l'influence de la pensée de Georges Sorel<sup>16</sup>. Si nous passons de l'analyse de Mussolini à celle du mouvement fasciste, nous pouvons encore observer une série de contradictions ultérieures. Le fascisme est caractérisé à ses débuts par une polémique anti-bourgeoise et anti-allemande, en parfaite cohérence avec les principes de l'interventionnisme qui amènent l'Italie à prendre part à la guerre. Lors de cette période initiale, seuls les militants provenant du mouvement nationaliste semblent avoir une relative connaissance du monde allemand. Il faut ici rappeler que des responsables comme Alfredo Rocco et Filippo Carli ont longtemps considéré l'Allemagne du début du siècle comme un modèle à suivre<sup>17</sup>. Mais même les nationalistes les mieux informés révisent leur position pro-allemande lorsque Guillaume II soutient l'Autriche-Hongrie face à l'Italie. Ils finissent ensuite par se rallier au mouvement anti-allemand lors de l'intervention de l'Italie dans la première guerre mondiale. Ce choix, qui a pu être perçu comme incohérent, ne s'effectue pas de gaieté de cœur mais il est justifié à la fois par la priorité donnée à l'intervention contre l'Autriche et également par la volonté de se démarquer des positions neutralistes de Giolitti, l'ennemi politique.
- 17 Lorsqu'il prend la tête du gouvernement, Mussolini n'a pas de véritable occasion pour améliorer ses rapports avec l'Allemagne : les rapports entre l'Italie fasciste et la république de Weimar demeurent modestes, affaiblis par les divergences politiques mais aussi par la faiblesse des communications. Mussolini cherche cependant à panser la fracture culturelle qui s'est ouverte entre l'Italie et l'Allemagne, que beaucoup au sein de sa génération considèrent comme un modèle. Dix ans après la marche sur Rome, Mussolini commence la construction de son image intellectuelle : c'est dans le cadre de ce projet qu'il recherche le rapprochement avec la culture allemande. Il faut ici rappeler les tentatives obstinées d'appliquer en Italie la doctrine d'Oswald Spengler, qui affirmait l'idée qu'une révolution nationale peut inverser le déclin de l'Occident. Mussolini tente donc de rétablir le dialogue politique en faisant jouer l'entente culturelle : à la différence du XIX<sup>e</sup> siècle, cette entente ne s'appuie pas sur une approche libérale commune mais sur la convergence entre les idées nationales. Cette initiative comporte cependant une limite intrinsèque, celle de la méfiance de Mussolini vis-à-vis de la puissance allemande. Cette thèse a été particulièrement développée par l'auteur anglais Nicholas Farrell, pour qui Mussolini ne considère pas l'Allemagne comme un véritable partenaire. Il affirme ainsi que « [...] dans sa conduite de la politique vis-à-vis de l'Allemagne, c'était la peur de cet État qui guidait Mussolini et non pas l'idée que le fascisme et le national-socialisme dussent marcher ensemble pour conquérir le monde [...] »<sup>18</sup>.

- 18 Après avoir échoué à obtenir l'appui du Royaume-Uni et de la France pour conquérir l'Éthiopie, Mussolini choisit de se rapprocher de l'Allemagne. Afin de mener à bien cette opération, il remet en cause certains des principes cardinaux de la politique étrangère, en commençant par la mise sous surveillance de l'indépendance de l'Autriche. Ce moment agit comme un révélateur de la faillite du rapprochement culturel avec l'Allemagne. Lorsque l'Italie abandonne l'Autriche à son destin face à l'*Anschluss*, le mécontentement se fait sentir au sein même des milieux fascistes. Mussolini cherche alors à faire passer le message selon lequel l'*Anschluss* est « dans l'ordre de l'histoire » et que l'Italie « ne pouvait pas tenir cette position, à titre absolument gratuit, alors que la France et l'Angleterre s'étaient depuis longtemps affranchies de leurs dettes pour préparer la guerre aux empires centraux »<sup>19</sup>. Ce moment est un marqueur des premières manifestations de ce dissentiment plus ancien.
- 19 C'est dans ce contexte que paraît le bimensuel *Primato*, publication interprétée comme une des tentatives les plus significatives de mettre en place une politique culturelle dans la période de guerre<sup>20</sup>. Cette revue contient une série d'articles extrêmement utiles pour comprendre l'orientation culturelle de l'élite fasciste face au national-socialisme et à l'Allemagne. Le projet de Giuseppe Bottai, qui assure la direction de la revue avec Giorgio Vecchiotti, est centré sur la volonté d'animer non pas un laboratoire de l'hétérodoxie culturelle du régime comme certains ont bien voulu le penser, mais plutôt un lieu de pensée qui permette aux intellectuels de contribuer de façon concrète aux objectifs du fascisme. La question du rapport avec l'Allemagne émerge en particulier avec la tentative d'accompagner de manière déterminée l'action de l'Axe et d'éviter que le monde académique et intellectuel ne s'écarte des priorités de l'intervention armée. Ces intellectuels vont alors prendre une position nette de différenciation vis-à-vis d'un alignement de la vision culturelle italienne sur la vision allemande. Les travaux de Gabriele Turi illustrent clairement la façon dont le premier numéro de la revue exprime l'accord des différents penseurs et universitaires face à l'entreprise belliqueuse, un consensus qui s'appuie toutefois sur la redécouverte d'une culture italienne « précédente et opposée à la *Kultur nazie* »<sup>21</sup>. Avec l'entrée en guerre de l'Italie, on comprend que l'œuvre de réaligement entre les deux pays n'a pas vraiment abouti et que la tentative d'une « nouvelle » entente italo-allemande basée sur l'idéologie ne fonctionne pas.
- 20 Au cours de la période 1940-1943, l'alliance italo-allemande est donc mise à rude épreuve. Elle s'érode peu à peu, pour voler en éclats avec ce que les Allemands qualifient comme la « trahison » italienne. L'échec de la campagne de Grèce constitue un basculement dans la perception italienne. Les forces allemandes doivent reprendre les rênes des opérations pour remettre sur pied la situation de l'Axe : l'Allemagne se substitue de fait à l'Italie comme puissance hégémonique dans le cadre balkanique et l'Italie perd définitivement toute marge de manœuvre dans le choix des objectifs de guerre.
- 21 Pendant la guerre, une faction intransigeante s'illustre aux côtés de Mussolini de par son zèle vis-à-vis de la collaboration avec l'Allemagne. Pour ces irréductibles bellicistes, la guerre conduite aux côtés de l'Allemagne représente l'ultime possibilité d'un véritable renouvellement fasciste de la société, avec pour objectif l'élimination définitive des « résidus bourgeois » qui encombrant l'âme des Italiens. Mais pour de nombreux autres acteurs intellectuels et politiques, l'Allemagne d'Hitler n'est qu'un compagnon de route, malcommode, avec lequel il faut compter. Un témoignage en ce

sens est offert par le journal de Ciano lorsqu'il relate une visite en Allemagne en décembre 1942 :

[...] stupides de-ci et de-là ; Allemands imbéciles par ici, Allemands crétins par-là ; « Ribbentrop, ce délinquant », « le *Führer*, ce criminel », et cela continue ainsi... C'est au rythme de ces phrases que, cahin caha, le train nous transporte, sans secousses ni déviations, vers l'objectif [...] <sup>22</sup>

## 1945, encore une occasion manquée

- 22 La seconde césure dans les rapports entre l'Italie et l'Allemagne se produit le 8 septembre 1943. Alors que l'armistice entre le royaume d'Italie et les alliés anglo-américains vient d'être proclamé, les troupes allemandes se retournent contre l'ex-allié, coupable de « trahison ». L'Allemagne se transforme en puissance d'occupation et de nombreux Italiens qui n'avaient jamais complètement intégré le rapprochement entre Rome et Berlin voient se confirmer sous leurs yeux ce qu'ils interprètent comme la nature foncièrement mauvaise des Allemands.
- 23 Dans l'Italie de la fin de la seconde guerre mondiale de l'immédiat après-guerre, force est de constater que l'image des Italiens et celle des Allemands est nettement séparée. Il est facile pour de nombreux Italiens d'oublier les méfaits des deux décennies fascistes, pour attribuer aux Allemands la culpabilité des souffrances de l'Europe, en laissant aux Italiens le soin de réinterpréter *a posteriori* le rôle commode des alliés contraints à de mauvaises actions par la dictature.
- 24 L'historiographie a largement approfondi l'étude du mythe du « bon » Italien qui s'oppose à celui du « méchant » Allemand<sup>23</sup>. La classe politique italienne de l'après-guerre va également cultiver une certaine distance vis-à-vis d'une Allemagne désormais réduite à l'impuissance et divisée en quatre zones d'occupation. Autre point remarquable, Benedetto Croce fait partie des quelques voix qui s'élèvent pour inviter à un débat plus nuancé sur l'Allemagne et sur l'importance de sa contribution à la civilisation européenne<sup>24</sup>.
- 25 À l'image de la situation au lendemain de la première guerre mondiale, le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne à la suite de la seconde guerre mondiale apparaît comme le fruit d'un calcul politique. Dès 1947, les Italiens relancent un dialogue avec la zone d'occupation occidentale de l'Allemagne avec pour objectif le redémarrage des rapports économiques et la mise sous tutelle d'une série d'intérêts de l'Italie dans ces territoires. L'action politique prend rapidement le relais et se développe à partir de ces premières initiatives concrètes : entre 1947 et 1948, l'administration américaine décide de réhabiliter l'Allemagne occidentale et de l'insérer dans son propre système d'alliance, avec des conséquences pour l'ensemble des alliés. Parallèlement à ces orientations de l'embryonnaire politique du camp occidental, la nouvelle république italienne commence à nouer un dialogue avec la République fédérale allemande, qui voit formellement le jour en 1949. Les contingences du moment dictent ce second rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne : les deux pays partagent en effet l'aspiration commune de réinsertion dans la communauté internationale et veulent augmenter le niveau de la sécurité de l'Europe occidentale face à la menace provenant de l'Est. Toute une série d'intérêts bilatéraux, dans les domaines économiques et commerciaux mais aussi culturels, contribue en outre à accélérer le processus de rapprochement<sup>25</sup>.



- 26 Dans ce contexte de liens italo-allemands resserrés entre la fin des années quarante et le début des années cinquante, il convient d'insister sur les initiatives politiques de deux hommes d'État : Alcide De Gasperi et Konrad Adenauer. Les deux leaders s'emploient dès la première heure à favoriser le rapprochement italo-allemand. Il faut surtout souligner le saut qualitatif d'une conception qui fait passer cette relation d'une coopération instrumentale à une véritable entente entre les deux démocraties. À la différence de la majorité de la classe politique de son époque, De Gasperi est convaincu que l'Allemagne ne représente pas seulement un allié utile mais un véritable partenaire politique. L'historiographie italienne a analysé d'une manière assez proche des réflexions des auteurs allemands l'entente entre De Gasperi et Adenauer, une politique à laquelle contribuent également les deux partis dont ils sont issus : la Démocratie chrétienne italienne et la CDU/CSU<sup>26</sup> allemande.
- 27 En ce qui concerne la politique étrangère, De Gasperi et Adenauer partagent deux objectifs fondamentaux : la contribution à la construction européenne et l'appartenance à l'alliance atlantique. Cet aspect permet de comprendre pourquoi les deux gouvernements restent substantiellement alignés lors de la phase de lancement des deux processus, une action convergente qui dure jusqu'à la sortie de scène de De Gasperi en 1953. Cette entente entre De Gasperi et Adenauer a souvent été présentée comme le paradigme des relations italo-allemandes dans l'après-guerre, en particulier par l'historiographie italienne. Les deux hommes d'État partagent une vision de long terme qui les conduit à dépasser le fatras de préjugés qui pèsent sur les rapports entre les deux peuples. Le dépassement du passé requiert cependant de la part des dirigeants la capacité d'inspirer, voire même de s'opposer de front aux opinions publiques nationales, en les poussant à abandonner de façon volontaire les préjugés et les vieilles rancœurs.
- 28 Côté italien, la disparition de De Gasperi en 1954 est interprétée comme la fin de ce type de leadership et les successeurs de l'homme d'État de Trento ne font pas preuve de la force politique et idéelle suffisante pour continuer ce parcours. D'un point de vue formel, la politique d'amitié et d'entente avec l'Allemagne est maintenue sans approfondissement substantiel et les deux pays continuent leurs chemins européens et atlantistes en parfait alignement jusqu'à la chute du mur de Berlin. Toujours unis lors de cet événement majeur, ils décident de promouvoir un approfondissement du processus d'intégration européenne. Les divergences et les oppositions passagères n'ont jamais remis en cause la validité de l'entente entre Rome et Bonn<sup>27</sup>.
- 29 La fin du *leadership* de De Gasperi a cependant pour effet d'interrompre le processus d'assainissement culturel entre les deux nations. À quelques exceptions près, les élites qui gouvernent l'Italie au cours de la seconde phase du centrisme et pendant la période centre-gauche ne mettent pas la compréhension de l'importance du monde allemand pour l'Italie au premier plan. Les successeurs de De Gasperi expriment toujours une attitude ambiguë vis-à-vis de l'Allemagne : d'un côté, elle représente un partenaire important et nécessaire pour le dessein européen et atlantique italien, de l'autre, cependant, elle reste un pays trop encombrant qui risque de faire de l'ombre à l'Italie dans le contexte européen et atlantique. Presque tous les chefs du gouvernement, de Scelba à Pella en passant par Fanfani et Moro, ressentent cette inquiétude<sup>28</sup>.
- 30 Entre la fin des années cinquante et la fin des années soixante, le *leadership* politique ne semble pas parvenir à transmettre aux Italiens une image de l'Allemagne qui ne soit pas seulement celle du partenaire imposé par la guerre froide. La conception culturelle

fondée sur le préjudice à l'égard du monde allemand survit ainsi à l'après-guerre et semble transmise de génération en génération. Un des facteurs qui contribue à cette survivance du mythe anti-allemand tient à ce que l'opposition marquée politiquement à gauche l'utilise comme un instrument pour affaiblir la cohésion du bloc occidental. La ratification du traité de la Communauté européenne de défense (CED) est une phase délicate où les socialistes et les communistes font une large utilisation des souvenirs de la barbarie allemande pour bloquer le processus<sup>29</sup>. Jusqu'à la fin des années soixante, le Parti communiste italien (PCI) promeut un processus de délégitimation de la démocratie de l'Allemagne de l'Ouest. Un courant historiographique présente alors l'Allemagne de Bonn comme le dernier avatar d'un *continuum* dégénératif commencé sous le prussianisme et ayant connu son apogée sous Hitler. Le PCI est à la manœuvre lors de cette opération culturelle, avec en particulier le rôle très important de l'historien Ernesto Ragioneri<sup>30</sup>.

- 31 La polémique anti-allemande est également ravivée lors de la campagne pour la deuxième Résistance lancée lors de la crise du gouvernement Tambroni en juillet 1960. Cette campagne a comme objectif principal la rénovation du pays, ce que Palmiro Togliatti définit au parlement comme « la profonde aspiration au renouvellement politique, social et moral de la société italienne »<sup>31</sup>. La première conséquence de cette remise au goût du jour de la Résistance est le retour d'une représentation de l'Allemand liée à la guerre. Dans le cadre de cette polémique contre les résurgences pangermanistes, le PCI exprime ouvertement une conviction dont certains aspects sont partagés par les autres forces politiques, et opère une jonction avec la bataille contre les résurgences de l'irrédentisme du Tyrol du Sud, revendications qui fournissent ensuite la matrice à des actions terroristes.
- 32 À partir de 1968, la direction du PCI approuve diverses initiatives critiques vis-à-vis de l'Allemagne occidentale. Le « tournant autoritaire » en cours dans la République fédérale est montré du doigt par la gauche italienne. Ainsi, différentes initiatives approuvées de façon explicite par le PCI dans les années 1960 s'opposent au *Radikalerlass*, un décret adopté par le gouvernement du chancelier Willy Brandt en 1972 qui exclut de la fonction publique les activistes radicaux, dispositif qui rappelle le *Berufsverbot* de 1933 (loi d'interdiction d'exercer certaines professions pour les opposants au régime nazi). Ces mesures sont dénoncées par les communistes italiens comme de véritables déviations<sup>32</sup>.
- 33 L'arrivée d'Enrico Berlinguer au secrétariat du PCI en 1969 marque une atténuation de la polémique anti-allemande, qui fait écho aux ouvertures de Willy Brandt envers les communistes italiens. À partir de ce moment, et à l'exception d'une nouvelle poussée « anti-allemande » de l'été 1977 à la suite de l'évasion du criminel nazi Herbert Kappler de l'hôpital militaire de Rome, la gauche italienne développe un rapport positif avec son homologue allemande, rapport que l'on peut aujourd'hui encore qualifier de solide<sup>33</sup>.
- 34 Il est certainement impropre et excessif d'attribuer la persistance des mythes anti-allemands à l'action des forces de gauche dans les années cinquante et soixante. Si celles-ci utilisent l'épouvantail représenté par le militarisme allemand et influencent de larges secteurs de l'opinion publique, la raison de la survivance du préjudice culturel anti-allemand en Italie doit également être recherchée dans l'incapacité de développer une réelle empathie envers le monde allemand, notamment au sein des différents acteurs de la classe politique. Nous avons ici un trait commun à l'élite politique qui

dirige l'Italie jusqu'à la fin de guerre froide. Comme cela a pu être évoqué auparavant, les successeurs de De Gasperi n'ont jamais fait véritablement confiance à l'Allemagne, gênés par une puissance (civile et non militaire) susceptible de faire de l'ombre à l'Italie. L'analyse des différentes sources diplomatiques permet de mettre en lumière la manière dont les diplomates, et plus généralement les responsables de la politique étrangère italienne, se montrent toujours inquiets d'une mise en avant de l'Allemagne au détriment de l'Italie dans le contexte des diverses organisations internationales : les communautés atlantique et européenne ou les sommets du G7.

- 35 Ainsi, entre la fin des années soixante-dix et les années quatre-vingt-dix, un facteur supplémentaire vient troubler les esprits des dirigeants italiens : celui de l'hégémonie économique de l'Allemagne en Europe. Le mythe du germanisme économique puise ses sources dans un courant historiographique ancien : en effet, Francesco Ferrara, représentant de premier ordre de l'école économique libérale italienne, publie dès 1874 un pamphlet sévère dans lequel il s'oppose au germanisme économique en Italie<sup>34</sup>.
- 36 Cette polémique est ravivée et réactualisée au cours des années soixante-dix, lorsque les Allemands proposent un mécanisme de réglementation monétaire (le Système économique européen) pour faire face à la crise économique et à l'instabilité en Europe. Les Italiens perçoivent dans cette mesure le risque de la mise en place d'une économie européenne à l'image du modèle allemand et destinée à satisfaire les besoins économiques de l'Allemagne. Les développements ultérieurs du processus d'intégration économique et monétaire accentuent cette préoccupation, qui atteint son apogée lors de l'établissement des critères pour la construction de l'Union économique et monétaire.
- 37 L'étude des quarante années qui séparent le déclenchement de la guerre froide de la chute du mur de Berlin permet donc de mettre en évidence l'échec ou le refus de la classe dirigeante italienne à métaboliser le passé des rapports italo-allemands. Pour ces acteurs, il apparaît peut-être plus opportun de maintenir un rapport ambigu avec les Allemands, fondé sur l'amitié mais également sur la méfiance. Parmi les derniers interprètes de cette tradition, Giulio Andreotti (1919-2013) est sans doute l'un des plus remarquables. Sa conduite de la politique étrangère fait actuellement l'objet d'études approfondies de la part des historiens. Si l'on s'appuie sur la reconstruction de son action diplomatique à l'occasion des négociations pour la réunification, on peut voir comment le gouvernement italien qu'il dirige a cherché par tous les moyens à retarder la reconstruction d'une Allemagne unifiée et forte<sup>35</sup>.

## Conclusion : 1919 et 1945, un parallèle entre deux réélaborations inachevées

- 38 L'analyse des rapports italo-allemands les plus récents, ceux de la période suivant la réunification, reste à faire. Il s'agit ici de proposer une étude parallèle des rapports italo-allemands au lendemain de la première, puis de la seconde guerre mondiale, en mettant en exergue certains facteurs communs.
- 39 Au cours de ces deux conflits, l'Italie et l'Allemagne passent de rapports déterminés par une condition d'alliance à une relation marquée par une forme d'hostilité. Cette césure rend le processus d'éloignement particulièrement traumatique, car la transformation de l'allié en ennemi apparaît comme particulièrement violente dans ce contexte. La

rupture dans les rapports italo-allemands est toujours perçue comme le résultat de choix politiques opérés par une élite restreinte : la rupture de 1915 est le produit des négociations de Londres qui passent outre trente années de rapports politiques, économiques et culturels, alors que celle de 1943 est liée à la décision de l'élite politique, militaire et diplomatique de mettre fin à une alliance considérée comme bancal. Quelles que soient les motivations avancées lors de chacune de ces occasions, ces décisions semblent prises à l'insu de la population : en 1915 l'intervention est précédée d'une brève campagne de mobilisation (les « radieuses journées » de mai, selon la propagande nationale), tandis qu'en 1943 la nouvelle de la rupture de l'Allemagne crée la surprise aussi bien au sein de la population civile que dans les forces armées.

- 40 Dans les deux cas, les décisions politiques ont été prises sans tenir compte des orientations du pays : c'est particulièrement vrai en 1915 lorsque la décision de rompre avec l'Allemagne semble faire peu de cas de l'importance des liens qui unissent l'Allemagne à l'Italie. Sans vouloir pousser cette thèse à l'extrême, il est possible d'affirmer que ce choix paraît dicté par l'idée que l'achèvement de l'unité nationale se réaliserait plus efficacement dans l'opposition plutôt que l'entente avec le monde allemand. L'observation des événements de 1943 permet au contraire de soutenir que la décision de rupture est prise en interprétant l'humeur d'un pays, à travers la lassitude d'une opinion fatiguée par la guerre et peu disposée à suivre les allemands dans l'engagement belliqueux. Ces éléments permettent de souligner que cette décision n'a pas été prise sans peser sérieusement les intérêts et les sentiments qui agitent alors le pays.
- 41 Il est enfin intéressant de noter comment la décision prise par le *leadership* italien visant à rapprocher l'Italie de l'Allemagne obéit également à un schéma élitiste. Cette décision semble prise sans tenir vraiment compte des orientations politiques et culturelles du pays. Au lendemain de la première guerre mondiale, la classe dirigeante libérale décide que le rapprochement avec l'Allemagne peut servir les objectifs diplomatiques de l'Italie en Europe. À la suite de la seconde guerre mondiale, la reprise des rapports avec l'Allemagne de Bonn intervient dans le cadre des objectifs de renforcement du bloc occidental. Dans les deux cas, le choix du rapprochement avec l'Allemagne ne s'accompagne pas d'un parcours culturel parallèle pour apaiser les traumatismes passés par une démarche commune. L'étude de la culture italienne dans l'entre-deux-guerres a permis de mettre en évidence que les Italiens n'ont jamais réussi à exorciser le traumatisme de la première guerre mondiale et ses effets sur leur représentation des Allemands. Ni le rapprochement avec la république de Weimar promu par les libéraux, ni le tournant pro-allemand imposé par Mussolini à la fin des années trente ne sont véritablement compris et consciemment acceptés par les Italiens, parmi la classe dirigeante comme dans l'opinion publique.
- 42 Le même mécanisme se reproduit après la seconde guerre mondiale : le rapprochement avec l'Allemagne d'Adenauer est mis en route sans qu'un travail sur le passé et la Mémoire ne soit véritablement approfondi. Le mythe de deux démocraties émergeant ensemble des ruines de la dictature ne réussit pas à élaguer le fatras de stéréotypes et mythes négatifs qui se transmettent depuis le premier conflit mondial et sont réactualisés avec les souffrances des années 1943-1945.
- 43 Si l'on veut établir un parallèle entre les rapports italo-allemands à la suite des deux conflits mondiaux, il faut garder à l'esprit que dans chacun des cas la décision italienne

de se rapprocher du monde allemand représente une décision forcée par rapport à la perception du pays. Ce manque de consensus national doit être pris en considération pour comprendre et expliquer les limites qui caractérisent les rapports entre l'Italie et l'Allemagne entre les deux guerres et pendant la guerre froide. Cette synchronisation manquée est certainement utile pour éclairer les rapports italo-allemands dans la période successive, celle qui démarre avec la fin de la guerre froide. De manière très récente, la décision italienne d'agir aux côtés de l'Allemagne pour une série de projets politiques de premier plan, la construction européenne en premier lieu, connaît une limite importante du fait de l'absence de consensus à l'égard des raisons de ce choix de la part de nombreux secteurs de l'opinion publique. L'analyse historique rejoint ici un débat politique contemporain marqué par l'euroscpticisme et la montée des populismes. La compréhension de l'histoire récente des relations bilatérales entre les pays européens apparaît comme un enjeu majeur et un champ de recherche en plein essor.

---

## NOTES

1. Pour appréhender la réflexion de Delio Cantimori à propos de la culture allemande, on verra Nicola D'Elia, *Delio Cantimori e la cultura politica tedesca (1927-1940)*, Rome, Viella, 2007, 160 p. ; Eugenio di Renzio et Francesco Perfetti (dir.), *Delio Cantimori e la cultura politica del novecento*, Florence, Le Lettere, 2009, 138 p.
2. Les travaux d'Ernesto Sestan présentent une réflexion sur les parallélismes entre l'histoire de l'Allemagne et de l'Italie du Moyen-Âge au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir Ernesto Sestan, *Stato e nazione nell'Alto Medioevo. Ricerche sulle origini nazionali in Francia, Italia, Germania*, Naples, ESI-Edizioni Scientifiche Italiane, 1952, 376 p. ; Ernesto Sestan, *Europa settecentesca e altri saggi*, Milan-Naples, Ricciardi, 1951, 262 p. En ce qui concerne les rapports entre libéralisme et nation au XIX<sup>e</sup> siècle en Italie et en Allemagne, voir Ernesto Sestan, *La costituente di Francoforte (1848-49)*, Florence, Sansoni, 1946, 195 p.
3. Giocchino Volpe, *L'Italia nella triplice alleanza (1882-1915)*, Milan, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1939, 304 p.
4. On verra en particulier Gaetano Salvemini, *La politica estera italiana dal 1871 al 1915*, Milan, Feltrinelli, 1970, 603 p. Pour une réflexion historiographique à propos du rôle de Salvemini et de Volpe dans l'étude de la politique étrangère italienne et du rapport avec l'Allemagne, voir Barbara Bracco, *Tra Salvemini e Volpe: Storici italiana e politica estera 1917-1925*, Milan, Franco Angeli, 1998, 228 p.
5. Gian Enrico Rusconi, *L'azzardo del 1915. Come l'Italia decide la sua guerra*, Bologne, Il Mulino, Bologna, 2005, 200 p.
6. On verra également Michael Stolleis, « Italien und Deutschland als "verspätete Nationen" », *Vigorianae*, I, n° 2, 2010, p. 77-83.
7. Federico Niglia, *L'antigermanesimo italiano*, Florence, Le Lettere, 2012, 133 p.
8. Walter Benjamin, *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Paris, Allia, 2011, 96 p.
9. Il s'agit d'un traité qui établit l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France, du Royaume-Uni et de la Russie en 1915.

10. Ce dessein apparaît déjà pendant la guerre, alors que l'Allemagne tend à se substituer à l'Autriche-Hongrie comme acteur de la politique européenne. Le ministre des Affaires étrangères Sidney Sonnino écrit en 1915 aux ambassadeurs en Grèce, Roumanie et Bulgarie : « À nos jours le résultat le plus net de la guerre européenne a été celui de réduire l'Autriche-Hongrie à un vassal de l'Allemagne. Il s'agit d'un pas en avant dans la réalisation de la politique allemande, qui peut se prolonger ultérieurement par l'extension du territoire autrichien aux dépens de la Serbie et de la Grèce ». Sidney Sonnino, *Sonnino agli ambasciatori ad Atene, Bucarest, Sofia*, Rome, 14 août 1915, dans *Documenti Diplomatici Italiani*, 6<sup>e</sup> série, Rome, Ministero Affari Esteri, 1914-1918, vol. IV, doc. 590, p. 365-366.
11. Pietro Pastorelli, *Dalla prima alla seconda guerra mondiale. Momenti e problemi della politica estera italiana 1914-1943*, Milan, LED, 1997, p. 73.
12. Maddalena Guiotto, « Le relazioni italo-tedesche dopo il congresso di Parigi », dans Antonio Scottà (dir.), *La Conferenza di pace di Parigi fra ieri e domani (1919-1920): atti del Convegno Internazionale di studi, Portogruaro-Bibione, 31 maggio-4 giugno 2000*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, p. 260.
13. « [Nitti] fece mostra di parlare con me in maniera molto franca : la Francia, disse, non vuole la riparazione, bensì la disorganizzazione della Germania, per timore di un nuovo rafforzamento militare della Germania riunificata. [...] lui si era rifiutato di aderire a un'alleanza con la Francia : l'Italia non aveva un'alleanza con la Francia, ma voleva mantenersi libera. La Germania e solamente la Germania poteva, a suo dire, salvare l'Europa ; se la Germania fosse andata in rovina, tutta l'Europa sarebbe andata con essa in rovina. La Germania in fin dei conti era ancor oggi molto più forte della Francia. [...] Nitti criticò in maniera assai tagliente la politica estera di Sforza e Orlando. Orlando aveva venduto gli interessi italiani per un paio di isolette senza valore nell'Adriatico. E Sforza si immischiava fra la Francia e l'Inghilterra, invece di fare da tramite fra l'Intesa nel suo insieme e la Germania. Ma lui, Nitti, sarebbe ben presto tornato al comando », Luca Renzi et Gabriella Rovagnati, Harry Kessler, *Viaggi in Italia. Appunti dai diari*, Milan-Udine, Mimesis, 2013, p. 176-178.
14. Les écrits de Benedetto Croce à propos de l'Allemagne durant la période de la première guerre mondiale sont réunis dans le volume de Giovanni Castellano (dir.), *Benedetto Croce, Pagine sulla guerra*, Naples, Ricciardi, 1919, 326 p. Voir également Domenico Conte, « Nobiltà dello spirito sull'abisso : Benedetto Croce e Thomas Mann », dans *Seduta inaugurale dell'anno accademico 2011*, Naples, Società Nazionale di Scienze, Lettere e Arti in Napoli, 2011, p. 31-48.
15. Luigi Luzzatti, *Italia e Germania nel trattato di Versailles*, Rome, La Fionda, 1919, p. 27.
16. Renzo De Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, Turin, Einaudi, 1965, 777 p.
17. Voir Emilio Gentile, Fulco Lanchester et Alessandra Tarquini (dir.), *Alfredo Rocco : dalla crisi del parlamentarismo alla costruzione dello Stato nuovo*, Rome, Carocci, 2010, 208 p. Voir également Terenzio Maccabelli, « Filippo Carli alla Camera di Commercio di Brescia. Il dibattito su istituzioni e sviluppo economico », *Nuova economia e storia*, 7, 2001, p. 9 -53.
18. « [...] a guidare la politica di Mussolini nei confronti della Germania era la paura che egli aveva di quello Stato e non l'idea che fascismo e nazionalsocialismo dovessero marciare insieme alla conquista del mondo [...] » : Yvon De Begnac, *Taccuini mussoliniani*, édité par Francesco Perfetti, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 565.
19. « non poteva continuare in tale mansione, a titolo del tutto gratuito, nei giorni in cui Francia e Inghilterra erano da tempo rientrate dei debiti contratti per muovere guerra agli imperi centrali », *ibid.*
20. La revue *Primato* a été publiée de 1940 à 1943 sous la direction de Giuseppe Bottai. Le premier numéro est daté du 1<sup>er</sup> mars 1940. Voir également Vittorio Vettori, *Antologia di Primato*, Rome, De Luca, 1968, 345 p.
21. Gabriele Turi, *Lo Stato educatore. Politica e intellettuali nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 2002, 271 p.
22. « Fesso qui, fesso là ; tedeschi imbecilli di qui, tedeschi cretini di là ; “quel delinquente di Ribbentrop”, “quel criminale del Führer”, e via di questo passo... Al ritmo di quelle frasi, poco a poco, il treno ci trasporta,

senza scosse né deviazioni, verso la mèta ». Galeazzo Ciano, *Diario 1937-1943*, Rome-Bari, Laterza, 1998, 675 p.

23. Filippo Focardi, *Il cattivo tedesco e il bravo italiano : La rimozione delle colpe della seconda guerra mondiale*, Rome/Bari, Laterza, 2013, 308 p.

24. Voir Benedetto Croce, *Il dissidio spirituale della Germania con l'Europa*, Bari, Laterza, 1944, 60 p.

25. Federico Niglia, *Fattore Bonn : La diplomazia italiana e la Germania di Adenauer*, Florence, Le Lettere, 2010, 93 p.

26. La CDU (*Christlich-Demokratische Union Deutschlands*) / CSU (*Christlich-soziale Union in Bayern*) est également appelée *Die Union* en Allemagne.

27. De nombreux travaux analysent le rôle d'Alcide De Gasperi dans la politique vis-à-vis de l'Allemagne. On verra la synthèse de Tiziana Di Maio, « Dalla cesura del '43 alla sfida europeistica. Superamento del passato, decostruzione della memoria e ragion di Stato nella collaborazione italo-tedesca all'epoca di Alcide De Gasperi e Konrad Adenauer », dans Anna Maria Isastia et Federico Niglia (dir.), *Da una memoria divisa a una memoria condivisa : Italia e Germania nella seconda guerra mondiale*, Rome, Mediascape, 2011, p. 109-132.

28. Evelina Martelli, *L'altro atlantismo : Fanfani e la politica estera italiana, 1958-1963*, Milan, Guerini e Associati, 2008, 478 p. Voir également Federico Scarano, « La diplomazia tedesca, Aldo Moro e il primo centro-sinistra (1959-1968) », dans Daniele Caviglia et Daniele De Luca (dir.), *Aldo Moro nell'Italia contemporanea, Parte II*, Florence, Le Lettere, 2011, p. 447-469.

29. Andrea Guiso, *La colomba e la spada : « lotta per la pace » e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano (1949-1954)*, Soveria Manelli, Rubbettino, 2006, 686 p. À propos des forces armées italiennes, se reporter à Daniele Caviglia et Alessandro Gionfrida, *Un'occasione da perdere : le forze armate italiane e la Comunità europea di difesa, 1950-54*, Rome, APES, 2009, 1174 p.

30. Ernesto Ragioneri préface et dirige la publication en italien de l'historien soviétique Arkadij Samsonovic Erusalimskij, *Da Bismarck a Hitler : l'imperialismo tedesco nel XX secolo*, Rome, Editori Riuniti, 1974, 481 p.

31. « profonda aspirazione al rinnovamento politico, sociale e morale della società italiana », Palmiro Togliatti, *Discorsi parlamentari*, vol. II : 1952-1964, Rome, Camera dei Deputati, 1984, 1174 p.

32. Pour appréhender la critique communiste vis-à-vis des développements politiques et sociaux de l'Allemagne de l'Ouest, voir Enzo Collotti, *Modello Germania. Strutture e problemi della realtà tedesco-occidentale*, Bologne, Zanichelli, 1978, 203 p.

33. L'auteur a effectué une recherche dans les archives de l'Istituto Gramsci de Rome pour mettre en lumière l'importance de la fuite de Kappler dans le changement d'orientation de la direction du PCI vis-à-vis de l'Allemagne. Dans ce contexte, alors que certains dirigeants plaident en faveur de la continuité de la ligne antifasciste et anti-allemande (à l'instar de Pietro Ingrao), d'autres proposent de repenser les rapports avec Bonn. C'est Enrico Berlinguer qui édicte la nouvelle ligne politique lorsqu'il déclare « qu'en ce qui concerne les relations avec la RFA, la critique nécessaire [à propos de l'affaire Kappler] ne doit pas représenter un obstacle pour la possibilité de développement de rapports positifs entre les forces démocratiques et de gauche au niveau européen ». *Riunione della Segreteria del PCI, 2 settembre 1977*, Rome, Archive Istituto Gramsci, APS – MF 304, 1977.

34. Francesco Ferrara, « Il germanesimo economico in Italia », *Nuova Antologia*, n° 26, 1874, p. 983-1018.

35. On verra Antonio Varsori, *L'Italia e la fine della guerra fredda : la politica estera dei governi Andreotti (1989-1992)*, Bologne, Il Mulino, 2013, p. 19-46.

---

## RÉSUMÉS

Cet article offre une interprétation des relations italo-allemandes après la première et la seconde guerre mondiale. L'attitude italienne vis-à-vis du monde allemand est sujette à de fortes contradictions depuis l'unité italienne. Si les Italiens conçoivent l'Allemagne comme un modèle économique, politique et culturel, ils craignent également la montée en puissance de l'Allemagne, perçue comme potentiellement dangereuse pour l'Italie et l'Europe. Au cours de la première, puis de la seconde guerre mondiale, les dirigeants italiens se retournent contre l'Allemagne malgré les alliances précédentes. À la suite de ces conflits les Italiens cherchent à rétablir l'amitié passée. Le processus de rapprochement a cependant toujours été entravé par l'existence de nombreux préjugés et stéréotypes qui marquent la mémoire collective. L'article analyse les effets que la mémoire et les images collectives peuvent avoir sur l'action politique de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne après 1919 et 1945.

This article offers an interpretation of German-Italian relations after the first and second World Wars. Since Italian unification, Italy's attitude toward the German world was riven by contradictions. On the one hand, Italians saw Germany as an economic, political and cultural model, but they also feared its increasing power, perceived as potentially dangerous not only for Italy but for Europe. In both world wars, Italian leadership turned against Germany, despite their alliance, and after both wars Italy attempted to reestablish the old friendship. The rapprochement was, however, hindered by many stereotypes and prejudices affecting collective memory. This essay discusses the impact that memory and collective images had on Italy's political attitude toward Germany after 1919 and 1945.

## INDEX

**Keywords :** Italian foreign policy, Germany, world wars, collective memory, diplomacy

**Mots-clés :** politique étrangère italienne, germanisme, première et seconde guerre mondiale, mémoire collective, diplomatie

## AUTEUR

### FEDERICO NIGLIA

Federico Niglia enseigne l'histoire des relations internationales au département de Science politique de l'université LUISS Guido Carli de Rome. Il est également chargé de cours à l'université Saint John's à Rome. En 2007, il a obtenu son doctorat d'histoire, mention histoire de l'Europe, auprès de l'université La Sapienza de Rome. Entre 2007 et 2010 il est chercheur sous contrat auprès du département d'histoire de la LUISS. De 2003 à 2010, il est chercheur associé à l'Istituto Affari Internazionali de Rome (IAI). Ses recherches actuelles portent sur l'histoire de la politique étrangère et diplomatique italienne et sur les rapports entre l'Italie et le monde allemand. Parmi ses publications, on peut signaler les ouvrages *Fattore Bonn: la diplomazia italiana e la Germania di Adenauer*, Florence, Le Lettere, 2010 et *L'antigermanesimo italiano da Sedan a Versailles*, Florence, Le Lettere, 2012. [fniglia@luiss.it](mailto:fniglia@luiss.it)